

Après l'euphorie, le PTB piétine

► Après s'être imposé, le parti d'extrême gauche ou extrêmement à gauche plafonne : les sondages sont bof, la stratégie s'ébauche seulement, la participation au pouvoir reste taboue...

► Coup de sonde dans un parti à la recherche d'un second souffle

ANALYSE

Un mystérieux parti croise dans les mers francophones, il bat pavillon rouge même s'il embarque désormais un électorat bigarré, bien au-delà des convaincus et/ou des déçus de gauche : vous aurez reconnu le PTB. Un peu l'Arche de Raoul. A l'entame de la ligne droite vers les communales d'octobre 2018 puis fédérales-législatives-régionales de mai 2019, la question se pose : que font-ils, que veulent-ils, où va ce bateau, à quel port ? Et aussi : faut-il croire les sondages qui, par vagues successives, ont propulsé très haut le parti d'extrême gauche ou extrêmement de gauche (au choix) avant de le ramener un peu sur terre ?

1 On ne les voit plus, ils cèdent du terrain Le PTB marchait sur l'eau, ce n'est plus le cas. Pour plusieurs raisons. D'abord, parce que le porte-parole vedette, Raoul Hedebouw, qui a tant fait pour populariser le parti côté francophone, a été expédié en mission en Flandre, où le parti ne décolle pas. Ensuite, parce que la conjoncture politique ne leur est pas favorable à première vue : de l'asile et Theo Francken au contrat des F-16 en passant

par les visites domiciliaires, les controverses qui ont « fait l'actu » ces derniers mois inspirent peu le PTB. On n'est pas dans le *core business* du parti de gauche radicale, le « combat social » au sens large.

Et, à vrai dire, ça ne va pas fort non plus quand on y est en plein... Les manifestations syndicales et autres actions dirigées contre la politique du gouvernement fédéral (saut d'index, pensions, marché du travail...) sont restées improductives ; les grèves et arrêts de travail (les cheminots, les TEC) laissent surtout une impression de désordre dans la population ; des luttes capitales symboliquement – on pense à Caterpillar – ont fait flop...

Au milieu de ce non-mouvement social, le PTB barbote. Combien de trophées ? Un ancien activiste PTBiste parmi les cheminots FGTB explique : « *Après une adhésion, un courant de sympathie, on sent une sorte de perte de confiance parmi les travailleurs, une désaffection, un doute, ils se demandent où ça mène, et s'interrogent à propos d'un parti qui recrute des affiliés, qui escalade les hiérarchies syndicales, mais qui ramène peu de résultats concrets dans les luttes sociales...* » Ajoutez, à pro-

pos de hiérarchies syndicales, qu'avec Robert Vertenueil à sa tête, la FGTB a recollé un peu avec le PS ces derniers temps, et s'inquiète d'un entrisme PTBiste à tous les étages de l'organisation. Le parti révolutionnaire se sent un peu plus seul qu'avant.

2 Leur stratégie montre ses limites

C'est un cas unique en Europe : un parti qui vogue entre 10 % et 20 % dans les sondages et qui, à peu de chose près, s'interdit de monter dans une coalition gouvernementale, en tout cas à court terme – on en reparlera peut-être dans dix ans. Pensez à l'appel de Thierry Bodson, à projeter une alliance PS-Ecolo-PTB, réitéré à plusieurs reprises fin 2017, et resté sans réponse : les rouges n'ont pas saisi la perche tendue par le leader de la FGTB wallonne. Quand, en mai 2016, interviewé dans ces colonnes, Raoul Hedebouw invite soudainement à – ce sont ses mots – « retrouver l'idée d'un Front populaire » (rapport à l'union historique socialistes-réformistes-communistes en France en 1936, sous Leon Blum), son propos n'est pas relayé par son parti, au contraire. Même phénomène quelques mois plus tard, lorsque Peter Mertens, président du PTB, dans un entretien au *Soir*, semble s'ouvrir au concept du « compromis » en politique : aussitôt, le même est longuement interviewé dans *Solidaire*, le journal du parti, où il recadre, corrige, dément, retrace la ligne dure, on résume :

le PS est social traître, Ecolo est petit bourgeois, ils ne veulent pas le changement, il n'y a pas de compromis possible.

Une ligne qui, il est vrai, a fait le succès du PTB jusqu'à présent, mais qui fait s'interroger aujourd'hui le politologue Pascal Delwit (ULB) : « *La question est de savoir comment réagiront les classes populaires, hennuyères, liégeoises : se satisferont-elles d'une promesse de changement à un horizon lointain ? On imagine que, de son côté, le PS dira ceci en substance dans la campagne : "Voter PTB, c'est dérouler le tapis pour un Michel-De Wever II..."* »

3 Ils veulent « grandir à leur rythme »

Reste que, en matière d'intentions de vote, la baisse enregistrée dans les enquêtes d'opinion récentes ne représente pas forcément un handicap... Politologue lui aussi, Pierre Verjans tranche : « *Un résultat tel que celui qui était annoncé dans les sondages il y a quelques mois aurait été catastrophique pour le PTB. Ils n'auraient jamais su gérer. Ils n'ont pas assez de gens formés à la gestion en vue d'un poste ministériel et auraient dû se préparer à négocier avec des gens avec lesquels ils n'auraient pas les moyens de conclure des accords. Selon moi, le PTB est un parti d'opposition, construit comme tel, un ancien parti semi-clandestin qui a changé de tactique, mais pas depuis longtemps, il n'est pas du tout prêt à exercer le*

pouvoir. » Pour Pierre Verjans, le PTB doit impérativement passer par la case locale : « *Ils se disent que c'est ce qui ancre un parti, qui bâtit une base. C'est ce qui permet de résister aux vagues. Il est nécessaire pour eux de réussir les communales et provinciales, pour réussir les autres scrutins après cela.* » L'ancrage local est primordial en Belgique, toujours selon Pierre Verjans : « *C'est vrai, et plus qu'ailleurs. Une thèse de doctorat récente a démontré ceci : en Catalogne et en Ecosse, on fait de la politique au niveau local pour servir le niveau régional ou fédéral ; en Wallonie, on fait de la politique au niveau national ou régional pour rencontrer des intérêts locaux, qui priment in fine. Le PTB doit s'inscrire dans ce schéma, il mise sur octobre 2018.* »

Pascal Delwit ramasse : « *Quoi qu'il en soit, le PTB était trop*

haut trop tôt... C'est plus confortable de dire, comme l'a fait Raoul Hedebouw, que l'on vise les 10 % des voix pour en faire plus à la fin, et être ainsi dans une dynamique positive. En plus – et là on revient à l'essentiel, la stratégie –, en étant très haut comme il l'était dans les sondages l'an dernier, le parti ne pouvait plus esquiver longtemps la question de la participation au pouvoir, ce qui ne l'arrange pas du tout... »

La revue *Politique* rappelle qu'en novembre 2017, David Pestieau, idéologue maison et vice-président du parti (la famille Pestieau est centrale au PTB), expliquant que la participation dans les Régions ou au fédéral en 2019 n'était pas un objectif, avait ponctué : « *Nous voulons grandir à notre rythme.* » ■

DAVID COPPI

BERNARD DEMONTY

Hedebouw « Nous créons un rapport de force au niveau local »

ENTRETIEN

L'ancien porte-parole et figure du parti demeure le visage le plus médiatique du PTB.

On n'entend plus beaucoup votre parti. Vous êtes-vous essoufflé ?

Pas du tout. Nous travaillons d'arrache-pied au niveau local. Car on nous attend au tournant au niveau communal. Nous devons faire une percée dans les villes et communes où nous n'avions jamais percé.

Mais c'est surtout la politique na-

tionale qui a fait votre succès.

Ce qu'il nous faut à présent, c'est une implantation locale solide. En Belgique, pour ne pas faire un feu de paille, pour s'implanter durablement, il faut un ancrage local. C'est la colonne vertébrale d'un parti. Le PS a un ancrage solide et si nous voulons devenir cette alternative de gauche, nous devons construire cet ancrage, c'est primordial. Et cela ne se fait pas par communiqués de presse mais par un travail de terrain. Je suis allé à Wavre récemment, « dans le jardin du Premier

ministre », je suis aussi allé à Verviers. C'est là que nous devons nous renforcer. Il nous faut cette implantation et un programme adapté aux communes. Cela nous prend beaucoup de temps, mais ce sera largement compensé par une plus grande visibilité aux communales.

Vous parlez de Wavre, de Verviers. Vous visez les villes moyennes ?

C'est un élément important, oui. Nous ne visons pas que les grandes villes comme Charleroi, Liège ou Bruxelles-Ville. Nous savons que ce n'est pas à Arlon que nous allons faire des voix. Je pense que si on nous crédite de 10 % globalement, nous pouvons faire plus dans certaines villes. Mais globalement, nous devons avoir les reins solides, et sans ancrage local nous n'y arriverons pas.

Vous ne craignez pas que, pendant cette relative absence médiatique, vous perdiez ce que vous avez engrangé ?

Une chose est sûre : cette question de savoir où est le PTB, je ne la ressens pas sur le terrain, bien au contraire. Et la question à laquelle je veux répondre, ce n'est pas « où est le PTB », mais « où est le PTB dans les communes ». Certains disent qu'on me voit moins, cela ne m'inquiète pas. Quand on me voit tout le temps, on dit que le PTB est le parti de Raoul. Nous diversifions nos visages. Mais il faut trouver le bon équilibre.

Vous parlez d'ancrage local. Aller au pouvoir dans les communes, c'est possible pour un parti qui refuse les coalitions au niveau régional ou fédéral ?

Oui, car au niveau communal, n'y a pas les mêmes carcans. Et

« Nous devons faire une percée dans les villes et communes »

nous sommes dans la majorité à Borgerhout (Anvers). La question n'est pas de savoir si nous allons au pouvoir, mais avec qui nous y allons. Il faut un minimum de confiance. Prenons Liège, que je connais bien. Quand je vois l'agressivité du PS local à notre endroit, et que je constate la manière dont le PS envoie des fleurs au MR, je ne peux pas imaginer grand-chose... Ils ne feront jamais de coalition avec le PTB et je m'en réjouis : je n'en voudrais pas.

Et Ecolo ?

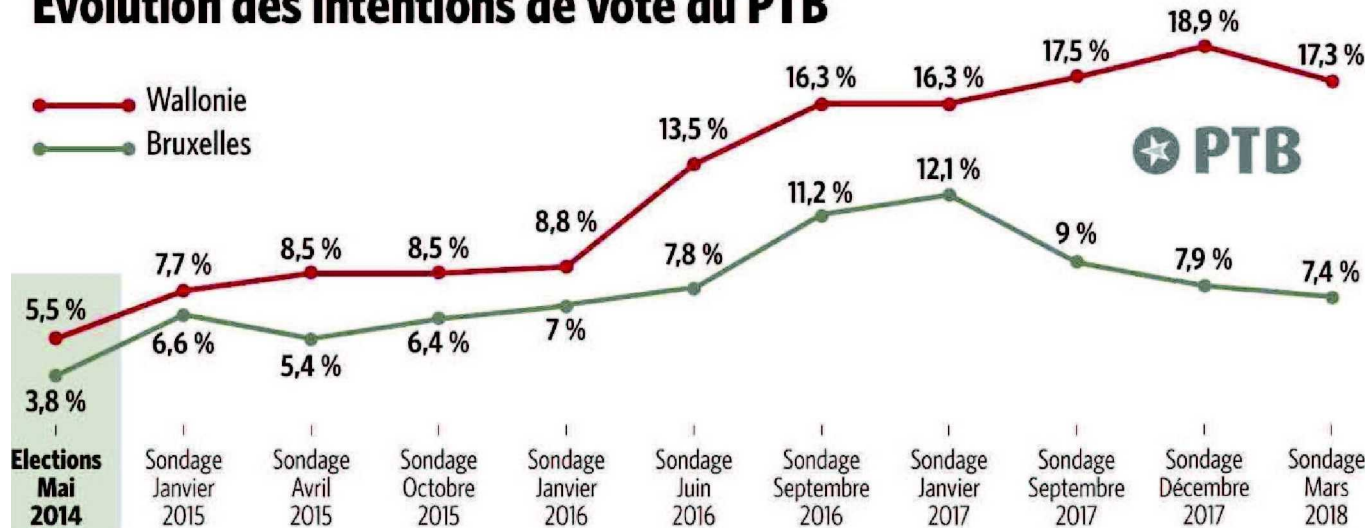
Sur les questions d'éthique, de mobilisation, je me sens plus en phase avec eux. En tout cas avec ceux qui, chez eux, sont de gauche, parce que parfois, on ne le voit plus trop bien.

Viennent ensuite les régionales, fédérales et européennes. Là, les sondages sont moins bons.

J'ai toujours dit que nous devrions faire entre 10 et 20 %, cela ne semble pas se démentir. Nous sommes dans une séquence historique, avec un créneau de 10-15 % pour la gauche radicale. Mais nous sommes un des seuls partis à dire que, même au sommet, ce sera compliqué. Il faut les reins solides, et le PS ne les avait pas quand il a accepté la chasse aux chômeurs (la limitation dans le temps des allocations d'insertion, NDLR). Il faut construire le rapport de force, et il commence à la racine, au niveau local. C'est tout le sens de ce à quoi nous nous attelons pour le mo-

ment. ■Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

Evolution des intentions de vote du PTB



LE SOIR 11.04.18 - Grand baromètre Ipsos - Le Soir - RTL-TVI, Het Laatste Nieuws VTM

CAMPAGNE**La « grande enquête »
en vue des
communales**

Au PTB, on s'active au dépouillement de la « grande enquête » lancée fin 2017.

Il s'agit d'un questionnaire adressé (en porte à porte, sur les marchés, via les réseaux sociaux...) aux citoyens de la plupart des communes où le parti sera présent le 14 octobre prochain. Tous ont été invités à indiquer les thèmes qu'ils jugent prioritaires pour leur commune, et à faire part de leurs propositions dans l'un ou l'autre domaine qui leur tient à cœur. Porteparole du parti, Germain Mugemangango (photo), explique que le PTB déclinera son programme communal ville par ville, sur la base des réponses livrées par leurs habitants. On bouclera l'opération début mai. Des « tournées » militantes dans les communes permettront ensuite d'exposer les propositions du PTB, cela avant la campagne électorale à part entière.

D.CI & B.DY